

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUIN 1921.

**Projet de loi sur l'échange ou le remboursement des bons du Trésor 5 %
de la Restauration monétaire et sur l'Emprunt.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Un arrêté-loi du 9 novembre 1918 a autorisé, en vue de faciliter l'épuration de la circulation monétaire dans le Royaume, la création de bons du Trésor portant intérêt à 5 % et payables à une échéance qui ne pourrait dépasser trois ans. Les bons devaient être émis par souscription publique. Les monnaies allemandes étaient admises au taux de 1 fr. 25 par mark, pour la libération des souscriptions, dans la mesure et sous les conditions à déterminer par le Ministre des Finances.

Un avis du Ministre des Finances du 11 novembre 1918 a stipulé que ces bons, émis à trois ans d'échéance à partir du 1^{er} décembre 1918, seraient remboursables en francs belges, le 1^{er} décembre 1921, et que les souscriptions pourraient être acquittées, pour les trois quarts au maximum en marks, et pour un quart au minimum en francs, au pair.

Le capital souscrit atteignit 3,040,342,700 francs, dont fr. 1,930,809,863.05 versés en marks.

Dans la pensée du Gouvernement, le préjudice causé aux porteurs belges de marks du chef de l'imposition du cours forcé à une parité fictive dépassant même le pair monétaire, devait être intégralement réparé par l'Allemagne, au même titre que les dommages causés par ses destructions; les charges et les intérêts de l'emprunt contracté pour préparer cette réparation devaient également être portés en compte aux Allemands.

Le Traité de Paix n'a point réalisé cet espoir, quelque fondé qu'il fût; d'autre part, les négociations particulières entreprises avec l'Allemagne au sujet de la reprise du stock des marks sont restées à un point mort, après la signature d'une convention formelle que le Gouvernement du Reich a refusé de mettre à exécution.

H

Et ainsi, Messieurs, nous en sommes arrivés à ce terme de trois années au bout duquel il avait paru certain que cette question serait réglée selon notre bon droit, et le Gouvernement se voit dans l'obligation de vous demander les moyens de faire face à l'échéance de 3,040,342,700 francs qui tombe le 1^{er} décembre prochain.

Une observation se présente immédiatement à l'esprit. Le remboursement en espèces d'une pareille masse de titres ne se recommanderait guère, même si notre situation de trésorerie n'était point ce qu'elle est, sans l'offre concomitante d'une contre-partie, d'un placement nouveau. Ce serait créer une véritable crise monétaire, au détriment des détenteurs mêmes de bons arrivés à maturité. Aussi la pensée vient-elle tout naturellement de leur offrir en échange un nouveau titre de même nature, en tenant équitablement compte du loyer actuel des capitaux. Il est certain que la grande masse des porteurs acceptera avec un patriotique empressement une telle conversion, qui concilie leur intérêt propre et celui de l'État. Le Gouvernement n'entend pas, néanmoins, l'imposer à la minorité qui préférerait un remboursement en espèces: la Belgique ne manquera point à sa signature.

Toutefois, comme il est indispensable d'être exactement fixé à l'avance sur l'importance des liquidités à ménager dans cette vue, l'Administration des Finances invitera les porteurs de bons de Restauration monétaire à marquer, en les apportant à l'estampillage, leur intention d'en encaisser le montant à la date du 1^{er} décembre prochain. Les bons non présentés dans le délai qui sera fixé, seront obligatoirement échangeables contre un bon nouveau, le fait pour les détenteurs de ne pas soumettre leurs bons à l'estampillage valant adhésion à la conversion.

Le projet de loi que j'ai l'honneur de présenter à la Législature édicte dans son chapitre I^{er} les dispositions concernant ces opérations financières.

L'article 1^{er} donne au Gouvernement l'autorisation de créer des bons du Trésor à cinq ans, en échange des bons monétaires.

L'article 2 confère au Ministre des Finances le droit de fixer le délai dans lequel les bons, pour être remboursés le 1^{er} décembre 1921, devront être présentés à l'estampillage.

Quant aux articles 3 et 4, ils ouvrent au Département des Finances les crédits qui lui sont nécessaires pour l'exécution des mesures prévues aux articles 1^{er} et 2.

* * *

A l'époque de la déclaration de guerre, le Gouvernement disposait de diverses autorisations d'emprunter, non encore épuisées par l'émission de titres de la Dette publique et qui lui avaient été conférées par la Législature en vue de la couverture définitive de dépenses extraordinaires.

Le montant des ressources que le Trésor est autorisé à créer de ce chef ne pourra être déterminé que lorsque les comptes définitifs des Budgets de recettes et de dépenses extraordinaires d'avant guerre auront été arrêtés; compte tenu des émissions, d'ailleurs peu importantes, effectuées en dette à 3 % depuis l'Armistice, les ressources restant encore à réaliser en vertu de ces autorisations peuvent

être évaluées à quelque 730 millions, ainsi que l'indique l'honorable M. Houtart dans son rapport sur le Budget de la Dette publique pour l'exercice 1921.

Le Gouvernement se propose de n'utiliser ces anciennes autorisations que lorsque le montant en pourra être définitivement établi, le Ministre des Finances conservant la faculté de créer ou de maintenir en circulation des bons du Trésor à due concurrence, ainsi que la loi le lui permet et que les nécessités de trésorerie le commandent.

Contrairement à la pratique suivie antérieurement, les lois du Budget général pour les exercices 1919 et 1920 ne comprennent aucune disposition visant la couverture des dépenses qu'elles autorisent en excédent des recettes qu'elles prévoient.

Mais deux lois spéciales, celle du 16 mars 1919 et celle du 27 janvier 1920, ont respectivement décrété, la première, un emprunt de 3 1/2 milliards de francs; la seconde, un emprunt de 5 milliards de francs.

Le premier de ces emprunts, destiné à pourvoir aux besoins du Trésor, devait s'accroître des émissions nécessaires pour consolider les bons du Trésor en circulation ou pour faire face à d'autres engagements de l'État; les émissions réalisées à ce jour en vertu de cette loi, tant en Belgique qu'à l'étranger, ont produit une somme totale effective de fr. 2,342,737,324 06

Le second emprunt était affecté aux mêmes besoins et, de plus, au remboursement d'une partie des avances faites à l'État par la Banque Nationale de Belgique, pour le retrait des monnaies allemandes.

Il n'a été émis qu'à concurrence d'une somme effective
de fr. 2,341,990,000 »
dont il faut déduire les 300,000,000 »

remboursés à la Banque Nationale.

Différence affectée aux dépenses budgétaires 2,041,990,000 »

Total pour les deux emprunts fr. 4,384,727,324 06

Il y a lieu d'ajouter à cette somme le produit de l'emprunt d'un milliard de francs émis par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre, soit. 789,660,000
qui sert à payer des dépenses incombant à l'État et portées au Budget général.

Le total de ces divers emprunts a donc pourvu à concurrence d'environ 5,175,000,000 »
au paiement de dépenses budgétaires.

D'après les comptes provisoires qui ont été publiés en annexe au Rapport général de M. Houtart sur le Budget de l'exercice 1921, par anticipation sur un Exposé de la situation du Trésor en préparation, l'excédent des dépenses

des exercices 1919 et 1920 sur les recettes autres que les produits d'emprunts, est évalué à environ. fr. 11,200,000,000 »

D'autre part, les propositions budgétaires de l'exercice 1921, amendées par le Gouvernement ou par la Commission du Budget, font prévoir que le découvert de cet exercice ne sera pas inférieur à 4,000,000,000 »

L'excédent probable du total des dépenses sur les recettes de ces trois exercices atteindrait ainsi environ. fr. 15,200,000,000 »

Ainsi qu'on vient de le voir, l'emprunt n'y a pourvu jusque maintenant qu'à concurrence de 5,175,000,000 de francs.

L'excédent des paiements a été assuré par les ressources provisoires de trésorerie qui constituent la dette flottante, dont les éléments les plus importants sont :

a) La partie des avances des Alliés consenties à la Belgique depuis l'Armistice qui n'a pas été versée à la Commission for Relief in Belgium;

b) La partie de la souscription aux bons de Restauration monétaire versée en francs;

c) Le produit des bons du Trésor émis en Belgique ou à l'étranger;

d) Les sommes déposées provisoirement au Trésor, en attendant que leur comptabilisation puisse être exactement définie;

e) Enfin, les fonds de tiers dont le Trésor est provisoirement dépositaire.

Il va de soi que les sommes à demander à l'emprunt se réduiront du montant des versements que l'Allemagne opérera en vertu du Traité de Paix.

En attendant que les comptes définitifs des Budgets des trois exercices envisagés puissent être établis, il est indispensable de donner au Gouvernement le pouvoir de recourir à l'emprunt dans la mesure qu'il faut pour lui permettre d'assurer le paiement régulier des dépenses de l'État; il usera de ces autorisations par degrés, aux moments qu'il jugera les plus propices et selon ce que lui dicteront ses besoins de trésorerie.

Les articles 5 à 8 du projet de loi formulent les dispositions générales concernant l'emprunt.

L'article 5 en limite le montant selon ce qui vient d'être exposé.

L'article 6 permet au Ministre des Finances de négocier des bons du Trésor ayant une durée maximum de dix ans, formule qui conférera à nos moyens de crédit une élasticité nouvelle.

L'article 7 donne pouvoir au Ministre des Finances d'accepter les bons du Trésor en circulation pour paiement des souscriptions aux emprunts, aux conditions qu'il fixera.

Enfin l'article 8 stipule que toutes obligations et bons du Trésor émis en exécution de la loi devront être reçus, si le détenteur le désire, en paiement, au

taux net auquel ils auront été émis à l'origine, de tous emprunts consolidés qui seront émis par le Gouvernement pendant une période de cinq années à dater du 1^{er} juillet 1921.

Ainsi sera assurée aux prêteurs une garantie intéressante contre une dépréciation de leur titre.

Dispositions d'ordre fiscal.

Afin de favoriser les différents emprunts auxquels le Gouvernement a dû recourir depuis l'armistice, il avait paru indispensable, étant données les conditions du marché, d'exonérer de la taxe mobilière les coupons d'intérêt des obligations :

1° De l'emprunt intérieur à 5 % de la Restauration Nationale (loi du 16 mars 1919 et arrêté royal du 30 mars 1919, art. 8) ;

2° Des emprunts émis à l'étranger en vertu de la même loi du 16 mars 1919 (loi du 24 octobre 1919) ;

3° De l'emprunt de cinq milliards autorisé par la loi du 27 janvier 1920 (arrêté royal du même jour).

Cette exonération ayant fait l'objet de critiques au cours des discussions parlementaires, elle ne fut maintenue, en ce qui concerne l'emprunt à lots de la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre (loi du 2 janvier 1921, art. 6), que pour les intérêts des titres, à l'exclusion des primes et lots.

Pour les titres de la Dette publique et les bons du Trésor à émettre en exécution du nouveau projet de loi, la clause d'exonération disparaît. Toutefois, il est stipulé par l'article 10 de la loi nouvelle que la taxe mobilière ne pourra pas dépasser le taux actuel de 2 % : en d'autres termes, les souscripteurs ont la certitude qu'en aucun cas les intérêts de ces titres ne seront frappés d'un impôt cédulaire supérieur à 2 %.

Il convient toutefois, pour les intérêts des bons du Trésor escomptés que le Ministre des Finances peut continuer à émettre en vertu de l'article 6 du projet de loi, de maintenir l'exemption totale d'impôt cédulaire dont ils bénéficient actuellement.

L'exonération consentie par le législateur en faveur des emprunts précédents n'a pas produit tous ses effets parce que, de leur côté, des organismes privés ont émis des obligations en stipulant que, lors du paiement des intérêts, ils n'opéreraient à charge des porteurs aucune retenue du chef de la taxe mobilière.

Pour éviter toute confusion dans ce domaine et afin de ne pas énerver la portée d'une mesure tendant à raffermir le crédit public dans des moments particulièrement difficiles, le Gouvernement propose d'interdire que des emprunts d'ordre privé soient dorénavant conclus avec la stipulation que le paiement des intérêts se fera net d'impôts.

Toute infraction à cette interdiction serait frappée d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 300 francs à 10,000 francs

Le Ministre des Finances,
THEUNIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JUNI 1921.

**Wetsontwerp over de ruiling of de uitkeering der schatkistbons 5 %
der Muntherstelling en over de leening.**

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ten einde de zuivering van den muntomloop in het Koninkrijk te vergemakkelijken, heeft een besluit-wet van 9 November 1918, den aanmaak veroorloofd van schatkistbons met interest tegen 5 t. h. en betaalbaar op eenen vervaldag die 3 jaar niet mocht overschrijden. De bons moesten bij openbare inschrijving worden uitgegeven. De deutsche munt werd tot een bedrag van fr. 1.25 de mark ter aflossing van de inschrijvingen aangenomen in de mate en mits de voorwaarden door den Minister van Financiën te bepalen.

Een bericht van den Minister van Financiën in dato 11 November 1918 bepaalde dat deze bons, uitgegeven op termijn van drie jaar met ingang van 1 December 1921, in belgische franken, op 1 December 1921 zouden worden uitbetaald en dat de inschrijvingen voor ten hoogste drie vierden in marken, en voor ten minste een vierde in franken tegen pari konden voldaan worden.

Het kapitaal waarvoor werd ingeschreven bereikte 3,040,342,700 frank, waarvan 1,930,809,863.05 gestort in marken.

Naar meening der Regeering moest het nadeel, berokkend aan de Belgische houders van marken door het opleggen van den gedwongen koers op eene gefingeerde pariteit welke zelfs het muntpari overtrof, volkomen door Duitschland hersteld worden, tenzelfden titel als de door die verwoestingen aangerichte schade; de lasten en interesten der leening aangegaan om deze herstelling te voorbereiden, moesten eveneens op de rekening der Duitschers worden gebracht.

Het vredesverdrag heeft deze hoop, hoe gegrond ook, niet verwezenlijkt; anderzijds de bijzondere onderhandelingen met Duitschland aangeknoopt betrekkelijk overneming van den voorraad marken zijn op het doode punt gebleven, na ondertekening eener stellige overeenkomst, welke de Regeering van het Reich weigerde ten uitvoer te brengen.

Zoo is het, Mijne Heeren, dat wij den afloop te gemoet zien van den termijn van drie jaar waarna het buiten twijfel leek dat deze zaak volgens ons onbetwist-

baar recht zou worden geregeld, en bevindt zich de Regeering in de verplichting U de middelen te vragen om bestand te zijn tegen het vervallen van de 3,040,342,700 frank op 1 December eerstkomend.

Eene opmerking valt dadelijk op. De uitkeering in speciën van zulke massa titels ware niet aan te bevelen, zelfs indien het met den stand onzer schatkist anders gesteld ware, zonder gelijktijdig aanbod eener tegenpartij, eener nieuwe plaatsing. Zulks ware eene echte muntercrisis verwekken, ten nadeele der houders zelve van tot rijpheid gekomen bons. Ook komt gansch natuurlijk de gedachte op hun in ruil een nieuwen titel van zelfden aard aan te bieden, en daarbij billijk rekening te houden met den huidige prijs der kapitalen. Zeker is het, dat de groote massa der houders met vaderlandsche bereidwilligheid zulke omzetting zal aanvaarden, welke hun eigen belang met dat van den Staat overeenbrengt. De Regeering wilt dit nochtans niet aan de minderheid opleggen, die eene uitkeering in speciën mocht verkiezen. België zal zijn handteeken niet ontrouw worden.

Nochtans, daar het onontbeerlijk is vooruit ingelicht te zijn nopens de belangrijkheid van de daartoe beschikbaar te stellen middelen, zal het Beheer van Financiën de houders van bons der Muntherstelling uitnoodigen hun inzicht, om deze bons op 1 December eerstkomend te inkasseeren, kenbaar te maken door dezelve ter stempeling aan te bieden. De bons welke binnen het te stellen tijdbestek niet worden aangeboden zijn verplichtend inwisselbaar tegen een nieuwen bon, het feit voor de houders hunne bons niet aan de stempeling te onderwerpen geldende als toetreding tot de omzetting.

* * *

Het wetsontwerp dat ik de eer heb de wetgevende macht aan te bieden, bedingt in zijn hoofdstuk één de bepalingen aangaande deze financieele verrichtingen.

Artikel één machtigt de Regeering om, tot ruiling der munthons, schatkistbons op vijf jaar aan te maken.

Artikel 3 kent den Minister van Financiën het recht toe om het tijdbestek te bepalen waarin, om op 1 December 1924 te worden uitbetaald, de bons ter stempeling moeten overgelegd worden.

Wat de artikelen 3 en 4 betreft, die openen aan het Departement van Financiën de noodige kredieten tot uitvoering der maatregelen voorzien bij de artikelen 1 en 2.

* * *

Op het tijdstip der oorlogsverklaring beschikte de Regeering over verschillende machtigingen om te leenen waarvan nog niet gebruik was gemaakt door het uitgeven van titels der Openbare Schuld, en die haar door de Wetgevende Macht werden verleend met het oog op de definitieve dekking der buitengewone uitgaven.

Het bedrag der middelen welke de schatkist gemachtigd is uit dien hoofde te scheppen, kan slechts bepaald worden wanneer de eindrekeningen van de begroting der buitengewone inkomsten en uitgaven van vóór den oorlog zullen afgesloten zijn; rekening gehouden van de trouwens weinig belangrijke uitgaven

sedert den Wapenstilstand, gedaan in schuld 3 %, kunnen de, krachtens deze machtigingen nog te verwezelijken middelen, geschat worden op ongeveer 730 millioen, zoals de achtbare heer Houtart het doet uitschijnen in zijn verslag over de Begrooting der Openbare Schuld, dienstjaar 1921.

De Regeering is voornemens van deze vroegere machtigingen slechts gebruik te maken wanneer het bedrag daarvan voorgoed kan worden vastgesteld, de Minister van Financiën bevoegd blijvende om, tot behoorlijk beloop schatkistbons aan te maken of in omloop te behouden, zooals de wet het hem toelaat en de benodigheden der Thesaurie het gebieden.

In strijd met eene vroeger gevolgde praktijk, behelzen de wetten der Algemeene Begrooting over de dienstjaren 1919 en 1920 geene bepaling beoogende de dekking der uitgaven welke zij boven de door haar voorziene ontvangsten toelaten.

Doch twee bijzondere wetten, die van 16 Maart 1919 en die van 27 Januari 1920, hebben wederzijds uitgevaardigd, de eerste eene leening van 3 1/2 milliard frank, de tweede eene leening van 5 milliard frank.

De eerste dezer leeningen, bestemd in de behoeften der schatkist te voorzien, moest aangroeien met de uitgiften noodig om de in omloop zijnde schatkistbons te consolideeren of om andere verbintenissen van den Staat in te lossen; de krachtens deze wet tot heden toe, zoowel in België, als in het Buitenland gedane uitgiften, hebben eene werkelijke totale som opgebracht van.

. fr. 2,342,737,324 06

De tweede leening was bestemd om te voorzien in dezelfde behoeften, en daarenboven, in de terugbetaling van een deel der voorschotten aan den Staat gedaan door de Nationale Bank van België, voor intrekking van het Duitsch geld.

Er werd slechts uitgegeven ten beloope eener werkelijke som van fr. 2,341,990 000
waarvan dient te worden afgetrokken de 300,000 »
uitgekeerd aan de Nationale Bank.

Verschil aangewend tot de begrootings uitgaven 2,041,990,000 »

Samen voor de twee leeningen fr. 4,384,727,324 06

Bij deze som dient te worden gevoegd de op-brengst van de leening van een milliard frank, uitgegeven door den Bond der samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade, 't zij 789,600,000 »
welke dient tot het betalen der uitgaven op den Staat rustende en in de algemeene begrooting begrepen.

Het total dezer verschillende leeningen heeft dus voorzien, ten beloope van ongeveer 5,175,000,000 »
in de betaling van begrootingsuitgaven.

Volgens de voorloopige rekeningen welke als bijlage van het Algemeen Verslag van den heer Houtart over de Begrooting van het dienstjaar 1921 ver-

schenen als voorlichting van een in voorbereiding zijnde overzicht van den toestand der Schatkist, wordt waarmede de uitgaven over de dienstjaren 1919 en 1920 de *andere ontvangsten dan de opbrengst van leeningen* overtreffen, geschat op ongeveer 11,200,000,000 »

Anderzijds de begrootingsontwerpen over het dienstjaar 1921, door de Regeering of door de Begrootingscommissie geamendeerd, laten voorzien dat het tekort over dit dienstjaar niet minder zal bedragen dan. 4.000.000.000 »

Het bedrag waarmede het totaal der uitgaven het bedrag van de ontvangsten dezer drie dienstjaren waarschijnlijk zal

overtreffen zou derwijze ongeveer fr. 15,200,000,000 » bereiken.

Zooals men het komt te zien, heeft de leening tot nog toe daarin slechts voorzien ten beloope van 5,175,000,000 »

In het overschot der betalingen werd verzekerd door de voorloopige thesaurie-middelen, welke de vlottende schuld uitmaken en waarvan de belangrijkste elementen zijn :

a) Het gedeelte der voorschotten door de bondgenooten aan België gedaan sedert den wapenstilstand, en dat aan de Commission for Relief in Belgium niet werd gestort.

b) Het gedeelte van de inschrijving op de Bons van Muntherstel in franken gestort.

c) De opbrengst van de Schatkisbons in België of in het buitenland uitgegeven.

d) De sommen voorloopig aan de Schatkist in bewaring gegeven, in afwachting dat hunne boeking nauwkeurig kunne bepaald worden.

e) Eindelijk, de gelden van derden, waarvan de Schatkist voorloopig bewaarder is.

Het spreekt van zelf, dat de sommen aan de leening te vragen zullen vermindert worden met het bedrag der stortingen welke Duitschland zal doen krachtens het Vredesverdrag.

In afwachting dat de eindrekeningen van de Begrootingen der drie dienstjaren waarvan sprake kunnen vastgesteld worden, is het onontbeerlijk aan de Regeering de macht te geven om tot leening over te gaan in de mate noodig om haar toe te laten de uitgaven van den Staat regelmatig te verzekeren; zij zal van deze machtiging trapsgewijze gebruik maken, op de oogenblikken welke het gunstigst zullen geacht worden en volgens hetgeen hare thesaurienoodwendigheden haar zullen opleggen.

De artikelen 5 tot 8 van het wetsontwerp bevatten de algemeene bepalingen omtrent de leening.

Artikel 5 beperkt het bedrag er van volgens hetgeen hiervoren uiteengezet werd.

Artikel 6 machtigt den Minister van Financiën Schatkisbons hebbende eenen

maximum duur van tien jaar te verhandelen, formule die aan onze kredietmiddelen nieuwe rekbaarheid zal verleenen.

Artikel 7 verleent machtiging aan den Minister van Financiën de in omloop zijnde Schatkistbons te aanvaarden tot betaling der inschrijvingen op de leeningen, onder de voorwaarden welke hij zal bepalen.

Eindelijk bedingt artikel 8 dat alle obligatiën en Schatkistbons uitgegeven in uitvoering der wet in betaling zullen moeten aanvaard worden, indien de houder ervan zulks wenscht, tegen het zuiver bedrag waarop zij oorspronkelijk werden uitgegeven, van alle gevestigde leeningen welke door de Regeering zullen aangegaan worden gedurende een tijdperk van vijf jaar te rekenen van 1 Juli 1921 af.

Derwijze zal aan de leeners een niet te versmaden waarborg tegen waardevermindering hunner titels verzekerd worden.

Bepalingen van fiscalen aard.

Ten einde de verschillende leeningen te bevoordeelen waartoe de Regeering sedert den wapenstilstand heeft moeten overgaan, kwam het, gesteld de voorwaarden van de verrichtingen, als onontbeerlijk voor vrijstelling van de belasting op roerende zaken te verleenen wegens de interestbriefjes.

1^o Van de binnenlandsche leening tegen 5 t. h. van Nationaal Herstel (wet van 16 Maart 1919 en Koninklijk besluit van 30 Maart 1919, art. 8;

2^o Van de leeningen in het buitenland uitgegeven krachtens dezelfde wet van 16 Maart 1919 (wet van 24 October 1919);

3^o Van de leening van vijf milliard gemachtigd bij de wet van 27 Januari 1920 (Koninklijk besluit van denzelfden dag).

Daar deze vrijstelling het voorwerp uitmaakte van beknibbelingen tijdens de parlementaire besprekingen, werd zij, wat betreft de leening met loten van den Bond der Samenwerkende Vennootschappen voor Oorlogsschade (wet van 2 Januari 1921, art. 6) slechts gehandhaafd ten aanzien der interesten van de tittels, met uitsluiting der premiën en loten.

Voor de titels der Openbare Schuld en de Schatkistbons uit te geven in uitvoering van het nieuw wetsontwerp, verdwijnt de bepaling van vrijstelling. Nochtans, bedingt artikel 10 der nieuwe wet dat de belasting op roerende zaken het huidig bedrag van 2 t. h. niet zal mogen overschrijden; met andere woorden, de inschrijvers hebben de verzekering dat in geen geval de interesten dezer titels door eene cedulaire belasting hooger dan 2 t. h. zullen getroffen worden.

Evenwel, voor de interesten der gedisconteerde Schatkistbons, welke de Minister van Financiën krachtens artikel 6 van het wetsontwerp mag blijven uitgeven, behoort te worden gehandhaafd de daaraan verbonden volkomen vrijstelling van alle cedulaire belasting.

De vrijstelling toegekend door den wetgever ten voordeele der vroegere leeningen heeft zich niet ten volle doen gelden, omdat, van hunnen kant, private

inrichtingen obligatiën uitgegeven hebben met beding dat, bij de betaling der interesten, zij ten laste der houders geen korting uit hoofde van belasting op roerende zaken zouden toepassen.

Om alle verwarring op dit gebied te voorkomen en ten einde het gehalte niet te ontzenuwen van eenen maatregel strekkende tot het versterken van het Openbaar krediet in bijzonder moeilijke oogenblikken, stelt de Regeëring voor te verbieden dat leeningen van privaten aard voortaan worden aangegaan met het beding dat de betaling der interesten *zuiver* van belasting zal geschieden.

Alle overtreding van dit verbod zou gestraft worden met eene maand tot twee jaar gevangenis en 300 frank tot 10,000 frank boete.

Dé Minister van Financiën,

THEUNIS.

ANNEXE AU N° 378.

Projet de loi sur l'échange ou le remboursement des bons du Trésor 5 % de la Restauration monétaire et sur l'Emprunt.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE PREMIER.

Bons du Trésor de Restauration monétaire.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à offrir aux détenteurs de bons du Trésor 5 % de la Restauration monétaire, émis en vertu de l'arrêté-loi du 9 novembre 1918, échéant le 1^{er} décembre 1921, l'échange de leurs titres contre des bons du Trésor belge à cinq ans, aux conditions à déterminer par arrêté royal.

ART. 2.

Les détenteurs qui voudront obtenir le remboursement en espèces, le 1^{er}

BIJLAGE VAN N° 378.

Ontwerp van wet op de ruiling of de uitkeering der Schatkistbons 5 % van de Muntherstelling en op Leening.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën is gelast in Onzen naam bij de Welgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de inhoud volgt :

EERSTE HOOFDSTUK.

Schatkistbons voor Muntherstelling.

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering is gemachtigd aan de houders van Schatkistbons 5 % der Muntherstelling, uitgegeven krachtens het besluit-wet van 9 November 1918, vervallende op 1 December 1921, de ruiling aan te bieden van hunne titels tegen Belgische Schatkistbons op vijf jaar, op de bij Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden.

ART. 2.

De houders die op 1 December 1921 uitkeering in geldspecie van de Schat-

décembre 1921, des bons du Trésor de la Restauration monétaire, seront tenus de les déposer préalablement, aux fins d'estampillage, dans le délai à fixer par arrêté royal ; les bons non présentés à l'estampillage seront obligatoirement échangeables contre les nouveaux bons mentionnés à l'article 1^{er}.

ART. 3.

Les frais et charges à résulter de l'exécution de l'article 1^{er} seront imputés sur le crédit de 152,100,000 francs ouvert à l'article 1^{er} du tableau XVII (Dépenses extraordinaires) du Budget général pour l'exercice 1921 :

« Intérêts et frais des bons du Trésor »
« émis en vue de la Restauration monétaire, conformément à l'arrêté-loi du »
« 9 novembre 1918. »

Ce crédit est rendu non limitatif.

ART. 4.

Les paiements à effectuer en exécution de l'article 2 seront imputés à charge d'un crédit à inscrire au même tableau XVII, sous le n° 1^{bis} et le libellé suivant :

« Remboursement des bons du Trésor »
« 5% de la Restauration monétaire non »
« convertis. »

Le montant de ce crédit est limité au capital nominal des bons présentés à l'estampillage.

CHAPITRE II.

Emprunt.

ART. 5.

Le Gouvernement est autorisé à couvrir par des emprunts à émettre en Bel-

kistbons der Muntherstelling willen bekomen, zijn gehouden dezelve vóórafgaandelijk binnen den bij Koninklijk besluit te bepalen termijn neder te leggen, om te worden gestempeld ; de niet ter stempeling aangeboden bons zijn verplichtend inwisselbaar tegen de nieuwe in artikel 1 vermelde bons.

ART. 3.

De uit de tenuitvoerlegging van artikel 1 voort te vloeien kosten en lasten worden bestreden uit het krediet van 152,100,000 frank uitgetrokken onder artikel 1 der tabel XVII (Buitengewone uitgaven) van de Algemeene Begrooting over het dienstjaar 1921 :

« Interesten en onkosten der Schat- »
« kistbons uitgegeven met het oog op »
« de Muntherstelling, overeenkomstig »
« het besluit-wet van 9 November »
« 1918. »

Dit krediet wordt onbeperkt gemaakt.

ART. 4.

De betalingen te doen in uitvoering van artikel 2 worden bestreden uit een krediet uit te trekken in dezelfde tabel XVII, onder nummer 1^{bis} en in de volgende bewoordingen :

« Uitkeering der niet omgezette Schat- »
« kistbons 5 t. h. van de Muntherstel- »
« ling. »

Het bedrag van dit krediet is beperkt tot het naamkapitaal van de ter stempeling aangeboden bons.

HOOFDSTUK II.

Leening.

ART. 5.

De Regeering wordt gemachtigd om door middel van in België of in den

gique ou à l'étranger, aux conditions qu'il déterminera, l'excédent des dépenses sur les recettes des Budgets des exercices 1919, 1920 et 1921; le produit des emprunts destinés à couvrir une partie de cet excédent de dépenses, et qui ont déjà été émis en vertu des lois du 16 mars 1919 et du 27 janvier 1920, viendra en déduction des sommes à emprunter en exécution de la présente disposition.

ART. 6.

Le Ministre des Finances est autorisé à négocier, à concurrence du montant des emprunts à contracter en conformité de l'article 5, des bons du Trésor portant intérêt et payables à une échéance qui ne pourra pas dépasser dix ans.

Il réglera la forme de ces bons, les conditions de leur émission et les modalités du paiement des intérêts.

ART. 7.

Les bons du Trésor intérieurs, y compris les bons créés en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi, en circulation au moment de l'émission des emprunts ou de l'émission des bons du Trésor prévues aux articles 5 et 6 ci-dessus, pourront être reçus en paiement des souscriptions, aux conditions à fixer par le Ministre des Finances.

ART. 8.

Les obligations et les bons du Trésor qui seront émis en exécution de la pré-

vreemde tegen de door haar te bepalen voorwaarden uit te geven leeningen het bedrag te dekken waarmede de uitgaven de ontvangsten van de Begrotingen der dienstjaren 1919, 1920 en 1921 overtreffen; de opbrengst van de tot het dekken van een gedeelte van dit overschot van uitgaven, bestemde leeningen die reeds uitgegeven werden krachtens de wetten van 16 Maart 1919 en van 27 Januari 1920, komt in mindering van de in uitvoering van deze bepaling te leenen sommen.

ART. 6.

De Minister van Financiën wordt gemachtigd om, ten beloope van het bedrag der in overeenstemming met artikel 5 aan te gane leeningen, Schatkistbons te verhandelen welke interest opbrengen en betaalbaar zijn na eenen vervalltermijn welke tien jaar niet mag overtreffen.

Hij regelt den vorm dier bons, de voorwaarde hunner uitgifte en de betaalwijze der interesten.

ART. 7.

De binnenlandsche Schatkistbons, met inbegrip van de bons uitgegeven krachtens artikel 1 dezer wet, in omloop op het oogenblik der uitgifte van de leeningen, of de uitgifte van de Schatkistbons voorzien bij voorgaande artikelen 5 en 6, kunnen ter betaling van de schrijvingen, op de door den Minister van Financiën te bepalen voorwaarden, worden aangenomen.

ART. 8.

De obligatiën en de Schatkistbons die in uitvoering dezer wet zullen uitgege-

sente loi devront être acceptés, au taux net de leur émission, en paiement des termes de tout emprunt consolidé qui serait émis au cours d'une période de cinq années, à compter du 1^{er} juillet 1921.

CHAPITRE III.

Dispositions d'ordre fiscal.

ART. 9.

Sont exempts du timbre et de la formalité de l'enregistrement les bulletins de souscription, les reçus ou récépissés, et généralement tous les actes ou écrits faits ou dressés en exécution de la présente loi.

Est exemptée de la taxe sur les opérations de bourse la délivrance aux souscripteurs des titres émis en exécution de la présente loi.

ART. 10.

La taxe mobilière applicable aux revenus des obligations et des bons du Trésor à créer en exécution de la présente loi, ne peut dépasser le taux de 2 % fixé par l'article 34, § 2, littéra *b*, des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920.

Cette taxe n'est pas applicable aux intérêts des bons du Trésor escomptés qui pourront être émis en vertu de l'article 6 ci-dessus.

ART. 11.

Il est interdit d'émettre des obligations ou d'autres titres d'emprunt, d'ordre privé, stipulant le paiement d'un coupon net d'impôts.

ven worden, moeten aangenomen worden, voor het zuiver bedrag hunner uitgifte, ter betaling der termijnen van elke geconsolideerde leening die zou uitgegeven worden in den loop van een tijdperk van vijf jaren, te rekenen van 1 Juli 1921 af.

HOOFDSTUK III.

Bepalingen van fiscalen aard.

ART. 9.

Zijn vrijgesteld van het zegel en van de formaliteit der registratie de inschrijvingsbulletijns, de ontvangbewijzen, en, over 't algemeen, al de akten of schriften in uitvoering dezer wet gedaan of opgemaakt.

Wordt vrijgesteld van de taxe op de beursverrichtingen de afgifte aan de inschrijvers van de in uitvoering dezer wet uitgegeven titels.

ART. 10.

De belasting op roerende zaken van toepassing op de in uitvoering dezer wet te maken obligatiën en Schatkistbons, mag het percent van 2 t. h. vastgesteld bij artikel 34, § 2, litt. *b*, der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920 niet overtreffen.

Die taxe is niet van toepassing op de interesten der gedisconleerde Schatkistbons welke krachtens voorgaand artikel 6 kunnen uitgegeven worden.

ART. 11.

Het is verboden obligatiën of andere titels van leeningen, van privaten aard, uit te geven houdende beding van de betaling van cene coupon vrij van belastingen.

Toute infraction à cette disposition est passible d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 300 francs à 10,000 francs.

Elke overtreding van deze bepaling kan met eene maand tot twee jaar gevangenis en 300 frank tot 10,000 frank boete gestraft worden.

Donné à Bruxelles, le 15 juin 1921.

Gegeven te Brussel, den 15^e Juni 1921.

ALBERT.

PAR LE ROI :

VAN 'S KONINGS WEGE :

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

THEUNIS.